

pose que c'est là tout ce à quoi nous tenons. Je ne suis pas bien certain que les imprimeries actuelles d'Ottawa puissent imprimer ce rapport.

M. BLAKE: L'excuse que l'on a toujours donnée pour l'impression du rapport géologique à Montréal, est qu'il fallait l'imprimer où le département géologique était stationné, là où se trouvait le personnel, etc. Je ne sais pas si cette excuse était viridique ou non, mais si elle est viridique—

Sir JOHN A. MACDONALD: C'est l'excuse que le gouvernement de l'honorable député donnait dans le temps.

M. BLAKE: Je dis que je ne sais pas si c'est vrai ou non; mais si c'est vrai, comme je le suppose, il est impossible que le rapport soit imprimé à Montréal maintenant, parce que le personnel a été transféré à Ottawa.

M. CHARLTON: Il est tout à fait évident que la publication du rapport à Montréal, lorsque le personnel est à Ottawa, est incommode et retarde le travail; car nous n'avons pas encore reçu le rapport, et il est probable que nous ne le recevrons pas d'ici à quelques semaines. Il aurait dû être entre les mains des députés pendant que nous discutons cet article.

Sir JOHN A. MACDONALD: Je puis dire à mon honorable ami que je crains que l'ouvrage ne marcherait pas plus rapidement s'il était confié à tout ce qu'il y a d'imprimeries et d'imprimeurs à Ottawa.

M. CHARLTON: Si je comprends bien le département, on fait imprimer 5,000 exemplaires à un coût d'un peu moins de \$2.50 chacun, ce qui est certainement un prix extravagant pour un volume de ce format. Je crois que si nous faisons faire l'impression de cet ouvrage à Ottawa, si nous demandons des soumissions, et si nous le faisons faire à l'entreprise au lieu de le faire imprimer à un prix confidentiel, et de 50 pour cent plus élevé que le prix auquel il pourrait être fait, je crois que le pays y gagnerait. Nous pourrions faire faire le travail tout aussi bien, sinon mieux; nous pourrions avoir le volume entre nos mains beaucoup plus tôt. Cela fait partie d'un système qui doit son existence—je ne dis pas qui en est responsable—au fait que l'on donne des impressions à faire sans prendre la précaution de demander des soumissions par la voie des annonces, sans confier le travail au plus bas soumissionnaire responsable, et au plus bas prix possible. C'est un système qui a coûté au pays beaucoup d'argent. Je ne suppose pas que ce livre soit fait par soumission; je suppose qu'il est donné à quelque imprimeur—il peut se faire que ce soit un ami du gouvernement,—qui fait ce travail à Montréal, et il peut se faire que cela lui rapporte un profit très considérable; et je crois qu'il doit faire un bon profit s'il reçoit \$2.50 pour un volume de ce format. Je suggérerais à l'honorable ministre de faire imprimer ce livre à Ottawa par l'imprimeur du gouvernement à l'avenir, et au prix ordinaire du contrat, afin d'en hâter l'impression et d'épargner de l'argent.

M. CASEY: J'ai toujours supposé que c'est parce que nous avons ici un imprimeur du gouvernement qu'il est nécessaire de donner une excuse pour faire imprimer cet ouvrage ailleurs. Quant à l'incommodité, je suppose qu'il est tout aussi incommode de faire faire l'ouvrage à Montréal lorsque le département est à Ottawa, qu'il le serait de le faire imprimer à Ottawa si le département était à Montréal. Il y a à peu près aussi loin d'Ottawa à Montréal que de Montréal à Ottawa. Mais j'aimerais avoir de l'honorable ministre quelques renseignements au sujet de cette collection de M. Hirschfelder, pour laquelle il paie \$6,000. Je crois qu'il a dit que cette collection a été ramassée sur les terres des sauvages, par lesquelles il entend, je suppose, les terres non encore achetées des sauvages.

Sir JOHN A. MACDONALD: Je ne puis réellement dire à l'honorable député sur quelle étendue de terrain

Sir JOHN A. MACDONALD

cette collection botanique a été faite. C'est sur la recommandation et d'après l'évaluation du Dr Selwyn que la collection a été achetée.

M. CASEY: L'honorable ministre peut-il nous dire si la collection est toute botanique, ou si elle n'est pas composée en partie de curiosités indiennes?

Sir JOHN A. MACDONALD: C'est une collection purement botanique. Ce n'est pas un cas tout à fait analogue à celui dont j'ai parlé, et le prix est de quatre ou cinq fois plus élevé que celui dont j'ai entendu parler comme étant un prix convenable pour semblable collection. C'est un prix excessivement élevé pour la collection de M. Hirschfelder. Le professeur Macoun a offert la sienne à un prix réellement très modique.

M. CHARLTON: Je ne suppose pas que l'honorable premier ministre puisse être censé capable de répondre à toutes les questions de détails; mais il y a un ou deux points au sujet desquels j'aimerais à avoir des renseignements. Je vois qu'une somme de \$3,795 a été payée à G. M. Dawson; l'honorable ministre pourrait-il me dire où son champ d'exploration était l'année dernière. Dans quelle partie de la Confédération était-il employé.

Sir JOHN A. MACDONALD: M. Dawson était le long des Montagnes Rocheuses. Comme l'honorable député le sait, c'est un géologue et un naturaliste distingué.

M. CHARLTON: Je remarque que M. Robert Bell, un autre officier distingué, a reçu \$2,728. Où était-il employé.

Sir JOHN A. MACDONALD: Le rapport n'est pas encore paru; mais autant que je puis me rappeler, il était employé dans la région de la Baie d'Hudson. Il nous a donné des rapports très précieux sur les conditions climatiques de cette région, et son rapport quant au climat et à la possibilité de naviguer dans le détroit d'Hudson pendant l'automne et l'hiver, démontre, s'il se vérifie—nul doute que ce qu'il déclare est tout à fait exact quant à ce qu'il a vu, mais la saison a pu être exceptionnelle,—que nous avons un autre moyen d'entrée et de sortie dans nos territoires du Nord-Ouest.

M. DAWSON: Je crois qu'il est très désirable que l'on fasse faire une étude hydrographique de la baie d'Hudson. Je suis heureux d'apprendre que mes homonymes, les Dawson, bien que je n'aie pas le plaisir de les connaître, se sont si éminemment distingués dans le Nord-Ouest.

176. Subvention annuelle pour augmenter le fonds des sauvages d'Ontario, Québec et des provinces maritimes..... \$31,880.00

Sir JOHN A. MACDONALD: Les deux premiers crédits sont les crédits réguliers. Il y a une augmentation de \$600 sur l'article des écoles des sauvages dans les provinces d'Ontario, de Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse. Cela est pour pourvoir à l'établissement de deux nouvelles écoles dans la province de la Nouvelle-Ecosse, à Lunenburg et à Halifax. Cette question a été fortement recommandée au département, et les officiers soutiennent que ces écoles sont absolument nécessaires.

M. SCRIVER: Je désire appeler l'attention de l'honorable premier ministre sur une question au sujet de laquelle j'ai eu l'occasion d'attirer son attention il y a plusieurs mois, au sujet des sauvages de la province de Québec—la situation des affaires dans le township de Dundas, dans le collège électoral que j'ai l'honneur de représenter. Ce township est formé d'une réserve des sauvages.

Les terres ont été données il y a un grand nombre d'années aux personnes qui les occupent maintenant. Les premiers baux conclus étaient des baux à long terme, quelques-uns pour quatre-vingt-dix-neuf ans et d'autres pour 999 ans, et la plupart des baux à courte échéance contenaient le privilège pour le locataire de renouveler son bail.